



**CFDT-Culture**

12, rue de Louvois

75002 PARIS

**Tél.** : 01 40 15 51 20

**Fax** : 01 40 15 51 22

[www.cfdt-culture.org](http://www.cfdt-culture.org)

[cfdt@culture.gouv.fr](mailto:cfdt@culture.gouv.fr)

communiqué de la CFDT-Culture  
le 4 décembre 2007

## **Révision générale des politiques publiques. Rencontre de la CFDT-Culture avec la mission Auvigne**

Mardi 27 novembre 2007, la CFDT-Culture a été « auditée » par la commission Auvigne dans le cadre de la RGPP.

Si nous préférons le néologisme « auditée », c'est que dans les limites de cet audit, nous avons eu le sentiment que nous ne serions ni « entendus », ni encore moins « écoutés », dans un contexte général où le gouvernement et l'administration gardent l'œil rivé sur des « indicateurs » de temps : le ministre Bertrand, avant la grève des transports, a clamé à tous vents médiatiques sa satisfaction des quelque « 80 heures de rencontre » entre ministère et organisations syndicales, en prenant bien garde de rien dévoiler du contenu ni du résultat ; notre ministère s'est récemment targué d'être le champion de tous les ministères dans le nombre de CTPM tenus par an : 10 en 2006 ! pour quel résultat ? là encore, pas un mot...

Ce cadre ainsi posé — une « communication » sans considération de contenu pour des « réformes » à la hussarde —, c'est sans illusion que nous avons participé à ce qui se dévoile de jour en jour comme une mascarade. **Notre but**, à défaut d'être entendus des autorités administrative et ministérielle, est de vous **rendre compte** de la forme de ce « dialogue », et, pour le contenu, des inquiétudes des personnels dont nous avons tenté de faire part.

De même que rien n'est sorti à ce jour des rencontres des syndicats avec le cabinet du ministère (7 sept. : présentation de la RGPP ; 19 oct. : réunion de cadrage ; 22 nov. : première séance de « travail »), de même nous sommes-nous retrouvés à « confesser » nos craintes à un petit aréopage composé de M. Auvigne, Mme Schmidt, Mme Dantoine, qui, eux-mêmes, n'ont rien « lâché ». (Il est vrai que cette mission n'avait pas programmé de rencontrer les organisations syndicales, et que cela nous a été concédé à condition que la demande émane de nous !) Les rares prises de parole de nos « confesseurs » sont restées dans un flou et un vague peu compromettant... pour eux : M. Auvigne nous a fait part de « sa volonté d'écouter, de réfléchir, de proposer », tous verbes employés sans complément, sans objet, peut-on dire ; il a noté que dans notre ministère « le champ était vaste, les problématiques différentes », qu'il y avait une « spécificité », un « poids [particulier] des collectivités locales »...

Quant à nous, nous avons articulé notre discours autour de quelques thèmes essentiels : ➔ notre ministère, tout récent qu'il est, a une continuité et une histoire, traversées par trois axes définis dès l'époque fondatrice de Malraux : la **création culturelle**, la **diffusion** et la **démocratisation de la culture**, et tous nos argumentaires se rattachent à l'un ou l'autre de ces axes ;

➔ si l'on s'en tient au guide méthodologique de la RGPP, le seul document dont nous disposons, l'aspect en définitive purement comptable de la « révision » annoncée ne tient justement aucun compte des spécificités territoriales de notre ministère : il est absurde, par exemple, de « décentraliser » les missions d'expertise, beaucoup trop pointues pour que chaque région constitue son propre pôle, et à terme une telle absurdité conduirait à un gaspillage financier ;

➔ outre ce risque de gaspillage, à l'inverse, c'est tout le tissu territorial et humain qui risque de s'appauvrir parallèlement à la déperdition des activités culturelles impulsées par le ministère (spectacle vivant, mise en valeur du patrimoine, etc.), suscitant et irriguant aujourd'hui localement toute une activité économique vitale ;

➔ plus largement, c'est le devenir même du ministère qui nous paraît dans le flou : la disparition programmée, dans tous les ministères, de directions d'administration centrale, met en perspective, pour le nôtre, une « atomisation » de toute substance. Quand la coquille sera vide, il ne restera plus qu'à l'écraser...

➔ nous avons souligné à plusieurs reprises la démobilisation et la démotivation des agents, laissés dans l'ignorance de leur avenir. La politique du silence pratiquée par notre ministère (tantôt au motif qu'« aucun scénario n'a été élaboré », tantôt, *off the record*, parce qu'« il ne faut pas affoler les agents ») nourrit, au contraire, les hypothèses sans fondement, les scénarios-catastrophes ;

➔ nous avons dénoncé, au final, — l'aspect incantatoire d'une procédure qui échappe largement au ministère, malgré une communication aussi bavarde que vide (« ces mystères qui nous dépassent, feignons de les organiser... » Jean Cocteau) ;

— l'emballlement du calendrier — tout doit être « bordé »/appliqué fin mai 2008... après les municipales ! —, emballlement qui dénonce à lui seul la mise en scène d'une procédure décisionnelle, là où tout, de fait, est déjà arrêté ;

— l'absence de concertation avec les agents qui nous paraît conduire à l'échec cette « révision ».

Au point où nous en sommes, il est à craindre qu'il s'agisse non pas d'une « révision » de nos politiques publiques, mais d'un **démantèlement systématique**, par cette passion idéologique de nos « élites » de copier/coller un modèle anglo-saxon inadapté à notre histoire, au moment même où il est abandonné par ses premiers expérimentateurs (Angleterre, Canada), au vu de la faillite étatique, de l'appauvrissement des peuples et de la destruction du lien social qu'il entraîne.

Pour en savoir « plus », attendons le 6 décembre et l'intervention du Président de la République. Nous connaissons déjà le scénario : tant qu'il ne prend pas lui-même toutes choses à bras-le-corps, rien ne se passe, aucune communication n'est possible... Nul doute qu'ensuite le ministère nous paraphrasera intelligemment le contenu de cette intervention...

Nous vous communiquerons dans les jours qui viennent un document de synthèse plus précis sur nos arguments contre la RGPP. Dans l'immédiat nous voulions simplement continuer de tenir pour vous la chronique des face-à-face inutiles avec l'administration.